



Le Recteur ;

N°...../SRUFAS/2017

**301**

Sétif, le 18 juin 2017

### Compte Rendu de Mission

Le présent rapport a pour objet de rendre compte de la mission effectuée par le recteur de l'UFAS1 les 15 et 16 juin 2017 auprès du **Centre pour l'Intégration en Méditerranée**, sis à Marseille (Corniche Kennedy), et la Banque Mondiale dans le cadre de la **6<sup>ème</sup> Conférence de l'Enseignement Supérieur de la Région Moyen Orient et Afrique du Nord** consacrée à la **Gouvernance, le Financement et l'Internationalisation de l'Enseignement Supérieur dans la région MENA**.

Dans leurs allocutions d'ouverture, le directeur du CIM et le représentant de la BM avaient mis l'accent sur la relation qui existe entre la qualité de l'enseignement, la gouvernance, le financement et la mobilité internationale des universitaires qu'il convient de désigner selon eux sous le qualificatif de l'internationalisation de l'ESRS. A travers quelques chiffres, ils ont montré que malgré le développement de la mobilité au sein de la région MENA, cette région se distingue par la faible mobilité interne de ses étudiants et enseignants. Inversement, elle se caractérise par une forte mobilité externe, notamment en direction des pays de l'UE, particulièrement ceux de l'Est, des Etats-Unis d'Amérique, de la Chine et de Qatar.

La parole fut ensuite donnée au Ministre de l'Enseignement Supérieur de l'Autorité de Palestine, M. H.E. Basri Salmoodi, a axé son intervention sur la réforme du système éducatif en soulignant que l'objectif qui devrait être visé dans la région MENA est celui de savoir comment mener les réformes, comment financer le système éducatif et comment améliorer la qualité de l'ES ? En Palestine, a-t-il relevé, l'Autorité Politique de ce pays a mis en place un fonds de soutien à la Qualité de l'ES et au développement de la relation entre le système éducatif et le marché du travail comme moyen de mise en place d'un système d'enseignement performant.

La conférence plénière a vu l'intervention des représentants nationaux des huit pays présents à cette sixième conférence de l'ES de la région MENA. Chacun des représentants a tenu à présenter les principales caractéristiques du système d'enseignement supérieur de son pays, en mettant l'accent sur l'évolution des effectifs, les principes fondamentaux qui régissent les politiques publiques d'ES de ces pays, l'importance du budget de l'ESRS dans le budget total du pays ainsi que les principales actions structurelles en cours dans chaque système d'enseignement supérieur national.

Ainsi on a pu apprendre à travers cette séance plénière l'existence de trois grands systèmes d'enseignement dans la région MENA : ceux dont les études sont entièrement gratuites (Algérie), ceux dont le système est mixte (Maroc) et enfin ceux dont les études sont entièrement payantes (Liban, Jordanie, Irak). Pour l'Algérie, il faut également souligner qu'il s'agit du pays de la région MENA qui accueille aujourd'hui le plus grand nombre d'étudiants étrangers, notamment africains et



arabes et qui envisage d'octroyer dans les prochaines années 500 bourses à des étudiants provenant d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Asie.

Le représentant égyptien a de son côté mis l'accent sur le gigantisme qui caractérise les universités de son pays et a donné l'exemple de l'Université d'El Azhar qui compte quelque 167 000 étudiants en graduation et 15 500 en post-graduation.

Le représentant de la Jordanie a quant à lui parlé de la politique actuelle de son ministère, orientée vers la démarche assurance qualité et l'évaluation des universités.

L'université irakienne, jadis parmi les plus performantes de la région MENA, avait commencé par souligner le représentant de ce pays, se scinde à présent en deux universités ethniques : irakienne et kurde. Il relève que l'effectif des étudiants est de 555 000 pour une population de 26 millions d'habitants dont 5 millions de kurdes. L'effectif des universités publiques est de 29 dont 15 implantées dans le Kurdistan tandis que celui des universités privées est de 41 dont 15 également dans le Kurdistan. L'effectif des enseignants pour l'ensemble de ces universités est de 39 000. Enfin, le représentant de ce pays a souligné qu'à cause de la crise et de la guerre qui frappent ce pays, les enseignants du supérieur ne perçoivent de 25 à 30% de leurs salaires et que les étudiants participent au financement de l'ES à raison de 50 dollars (par an ou par mois ?) par étudiant.

Le représentant du Liban, dont toutes les universités sont privées à l'exception de l'université nationale, a mis en exergue les trois grands chantiers qui caractérisent le secteur de l'ES de son pays, à savoir : la démarche assurance qualité, la mobilité des étudiants et la privatisation de l'enseignement supérieur.

Le représentant du Maroc a mis l'accent sur l'effort déployé par son pays en matière de professionnalisation des formations supérieures et en matière d'accréditation des universités, non sans souligner que cette opération est confiée à des agences d'évaluation et d'accréditation américaines, canadiennes et européennes.

Le représentant de l'Autorité de Palestine a souligné que le système d'enseignement supérieur de son pays se compose de 52 établissements de l'Enseignement Supérieur dont 15 universités publiques accueillant 70% de l'effectif total des étudiants. Parmi cet effectif total, seuls 30% des étudiants, a souligné le même représentant, se dirigent vers les filières scientifiques et le reste vers les sciences humaines et sociales. Se pose alors le problème de la compétitivité du système d'enseignement supérieur et de son financement qui doit évoluer vers le changement culturel ?

Le secteur de l'ES accapare, relève le représentant tunisien, 1.66% du PIB total. Il compte 263 817 étudiants dont 245 000 inscrits dans les universités et le reste dans les écoles techniques et d'ingénieurs. Le reste de son intervention a ensuite été consacré à la présentation de l'université qu'il dirige, l'Université de Monastir qui vient d'ouvrir, a-t-il précisé, un Centre de Recherche en Textile.

Le débat ouvert et les ateliers organisés à la suite de ces présentations ont été axé sur la restitution de l'évaluation comparative faite en 2012 et en 2016 par les analystes de la BM et sur la gouvernance Public-Privé. Selon le rapport dont certaines conclusions ont été divulguées, les universités de la région MENA ont enregistré une réduction de leur autonomie entre 2012 et 2016 (la nature de l'autonomie n'a pas été précisée). Le nombre d'institutions privées d'enseignement supérieur a



augmenté dans cette région entre les deux dates avait relevé le responsable de la BM. Cette dernière observation avait incité à une mise en garde par l'un des intervenants en demandant aux représentants des différents pays de dire quelle est la taille des universités privées en général et de celles nouvellement créées en particulier. Il avait souligné que présenter la privatisation de l'ES comme solution à la qualité de l'enseignement est peut être une solution inappropriée pour résoudre la question de la massification et de la démocratisation de l'ES, un objectif du millénaire. Ceci est d'autant urgent pour les pays de la région MENA que c'est une région qui se caractérise par une forte fuite de ses cerveaux, une faible attraction des compétences des autres régions et qu'elle figure parmi les régions du monde les moins développées sur le plan scientifique.

Le reste du débat a montré que même en associant les entreprises privées au financement du secteur de l'ES, donc en promouvant le partenariat public-privé dans ce secteur comme c'est le cas dans les pays industriels à l'exemple des EU, de l'UE, du Canada, du Japon et des pays émergents comme la Chine, l'Inde ou le Brésil, les entreprises des pays de la région MENA sont de petite taille, fragile sur le plan structurel et ne sont pas préparées à élaborer des stratégies d'intégration entre l'Enseignement Supérieur et le secteur socio-économique.

Quelles solutions adopter pour assurer le système d'enseignement supérieur de la région MENA est l'objet des interventions des représentants de différentes institutions de quelques pays du Nord durant la seconde journée de la 6<sup>ème</sup> Conférence.

Dans son intervention, l'intervenant au nom de l'AFD (Agence Française pour le Développement) avait commencé par souligner que les universités ne sont plus les acteurs de la seule formation et de la recherche mais aussi les acteurs de l'employabilité et du développement territorial. Doivent-elles donc être performantes pour trouver les financements nécessaires à la réalisation de leurs anciennes et nouvelles missions ! Face à la contrainte financière, l'AFD propose deux solutions mises en pratique dans les autres régions du monde. Ces solutions sont :

- Les prêts bancaires aux étudiants (1 étudiant colombien / 5 contracte un crédit bancaire auprès de l'AFD via le système bancaire)
- Les prêts aux établissements comme c'est le cas au Nigéria, la Turquie et le Kenya. Dans ce cas, l'AFD met à disposition de la banque de l'argent qui le prête à son tour aux établissements éligibles.

Enfin, l'AFD octroie des prêts pour le lancement des réformes structurelles après signature d'un contrat de performance.

De son côté, la NOVEC, une institution bancaire hollandaise créée en 1952, a pour mission selon son représentant, d'apporter son accompagnement aux pays nouvellement indépendants afin de construire leur système d'enseignement. Il apprend que dans la région MENA, il y a des projets de financement qui se mettront en place dans 10 pays dès le mois de juillet 2017. L'objectif est de les aider à renforcer leurs capacités dans le domaine de l'internationalisation de l'ES et de permettre ainsi aux étudiants d'aujourd'hui d'avoir un emploi dans le marché international du travail.

Pour sa part, le représentant de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a évoqué l'existence auprès de sa structure d'un programme d'investissement pour l'internationalisation de l'ES. Son montant est de 40 millions d'euros dont 4 sont réservés à l'enseignement, la formation



professionnalisante et les bourses pour étudiants. L'investissement, a-t-il ajouté, est destiné à créer des communautés de la connaissance dans le voisinage de l'Europe, ce qui est donc une réponse directe à la raréfaction des financements publics et à la possibilité de mise en place d'un partenariat public-privé dans l'enseignement de la région MENA.

D'autres présentations, plus courtes, ont été faites par les experts de la BM. Elles ont porté sur notamment sur les programmes et réseaux européens de coopération universitaire, sur les mécanismes mis en place par la BM pour l'efficacité du système d'enseignement supérieur et sur les financements privés du système d'enseignement supérieur (cas de l'expérience palestinienne).

Enfin, pour clôturer la 6<sup>ème</sup> Conférence, un dernier atelier a été organisé autour de la question : Comment nous organiser à l'avenir ? Recommandations.

Plusieurs recommandations ont été faites dont notamment celles-ci :

- Créer un point focal par pays pour une plus grande coordination nationale,
- Recenser les besoins prioritaires par pays en matière d'ES,
- Faire accompagner par la BM les établissements de l'ES en formant et renforçant leurs capacités (formation des chefs d'établissement et de leurs staffs) dans les domaines de la gouvernance, du management et de la gestion,
- Redéfinir le cadre du réseau : que veut réaliser la BM avec la région MENA qui soit différent des objectifs des autres réseaux ?
- Associer les structures officielles à toutes les décisions prises,
- Renforcement des capacités selon les besoins exprimés par les établissements.

Le Recteur :  
Prof. Djenane Abdel-Madjid

